
"Les fonctionnaires paient très cher la méconnaissance de leurs réalités"

[Interview] Fonction publique

Claire Boulland

Claire Lemerrier est coauteure de « La haine des fonctionnaires », qui sort le vendredi 6 septembre. Partant d'idées reçues, de scènes de la vie quotidienne et de stéréotypes, l'ouvrage nous entraîne dans les coulisses de la fonction publique, et dévoile les réalités vécues par les agents publics. Entretien.

[Caption id="attachment_943817" align="aligncenter" width="600"] Claire Lemerrier, coauteure de «La haine des fonctionnaires» aux éditions Amsterdam (sortie le 6 septembre)[/caption]

Peut-on dire que les soupçons d'incompétence ou de fainéantise des fonctionnaires sont plus importants aujourd'hui ?

On pense que cela s'est renforcé du fait des réformes de ces dernières années, avec toutes les réorganisations que cela a engendré ainsi que la multiplication des statuts d'agents publics. C'est flou. Ne serait-ce que la définition juridique est difficile à expliquer. J'ai participé à un groupe de travail de France Stratégie sur l'attractivité de la fonction publique durant lequel j'ai vu des jeunes méconnaître les salaires des fonctionnaires, les sous-estimer même.

Nous montrons dans notre ouvrage qu'il

ya en réalité une mise en incompétence des agents publics par un manque de moyens à leur disposition pour répondre aux demandes des usagers en face d'eux. Ils sont mis en situation de décevoir la population. Les plus touchés par les clichés et qui reçoivent directement les insatisfactions, sont ceux au contact direct du public, travaillant dans des guichets de moins en moins ouverts, de plus en plus éloignés. Les fonctionnaires paient très cher la méconnaissance de leurs réalités.

Vous montrez dans votre ouvrage qu'il est facile de faire croire que c'est dans la territoriale qu'il y aurait des « fonctionnaires inutiles »...

Il n'y a pas d'enquête sur cela, mais on pense que c'est dû au fait qu'elle est méconnue. Personne ne sait vraiment ce qu'est la fonction publique territoriale. C'est grand, il y a donc beaucoup d'agents. Dans l'esprit de certains, c'est là que les feignants se trouveraient. Lors de la dernière campagne présidentielle, Valérie Pécresse [alors candidate LR,

ndlr], interrogée sur l'endroit où elle voulait voir réduit le nombre de fonctionnaires, avait botté en touche et évoqué ce versant, profitant du fait que personne ne sait réellement les services publics qu'il recouvre. Cela ressort ces jours-ci, avec l'idée qu'il y aurait des excès de dépenses publiques qui émaneraient des collectivités.

Les caricatures continuent, alors qu'on essaie de montrer que derrière les services publics, il y a des hommes et des femmes aux métiers manuels, en souffrance physique comme dans le privé, ou encore des secrétaires de mairie dont le rôle est profondément impacté par la dématérialisation.

Les collectivités désignées coupables de l'aggravation des déficits

La méconnaissance de ce qu'est vraiment un fonctionnaire s'est révélée au coeur de l'été via les commentaires sur le statut de Lucie Castets, candidate proposée pour le poste de Première ministre par le NFP...

Nous consacrons justement dans l'ouvrage une partie nuancée sur les hauts fonctionnaires, qui seraient « tous copains », « tous pourris ». En plus des termes misogynes et dépréciatifs dont elle a fait l'objet - « dame de la compta de Paris » pour le RN, « énarque parisienne » pour Emmanuel Macron - des commentateurs qui ne connaissent pas les mécanismes du statut se sont posés les questions : « a-t-elle pris des vacances pour faire campagne » ; « est-elle en disponibilité ou en détachement ? », « qu'en est-il de son devoir de réserve et de neutralité ? » Des questions dues, là encore, à une méconnaissance, mais aussi au souvenir d'abus de la part d'autres hauts fonctionnaires : cette fine couche de cadres qui a fait des allers-retours public-privé a fait du mal aux fonctionnaires en général, mais aussi à ces cadres qui ont choisi de faire toute une carrière dans la fonction publique.

Les cadres dirigeants sont méprisés par l'opinion publique, mais aussi parfois par leurs propres équipes, car trop éloignés de leurs réalités quotidiennes. Vous faites témoigner un cadre de mairie qui s'en est beaucoup voulu de ne pas en avoir pris conscience plus tôt. N'est-ce pas là le point de départ pour « conjurer le sort » ?

Il y a dans la fonction publique cette injonction à répondre à des indicateurs, répondre aux besoins du service public. Mais peu de temps est réservé dans les administrations pour parler de tout cela entre catégories, entre chefs, collègues d'un même métier... Avoir ces petits temps où les uns prennent la mesure de ce qu'impliquent les missions des autres paraît compliqué : il y a des contraintes de temps. Il y a aussi moins de cadres issus des métiers de leurs subordonnés...

Si on veut bien venir observer, tenter d'effectuer soi-même les tâches de l'agent, l'écouter les commenter, cela peut contribuer à changer la donne déjà de l'intérieur.

Lucie Castets : obligations et devoirs d'une fonctionnaire aux portes de Matignon

Vous appelez d'ailleurs à une forme de « riposte » contre cet acharnement sur les fonctionnaires : entre agents, mais aussi avec les élus et les usagers...

Il y a besoin de refaire du collectif, parler d'une même voix sur ce sujet, construire un « nous ». Pour les agents, il ne s'agit pas de sortir du devoir de réserve, mais il y a moyen d'expliquer aux usagers les contraintes avec lesquelles on travaille. La communication est une bonne arme. Des cadres municipales de Saint-Etienne-du-Rouvray [Seine-Maritime, ndlr] ont, par exemple, voulu jouer la transparence. Via un gros travail de comptabilité, elles ont exposé aux usagers combien coûtait tel ou tel service. Elles ont mis à nu le service public en quelque sorte, montré ses forces, ses valeurs et ses difficultés. Les comptables peuvent faire autre chose que « des économies d'argent public », les communicants peuvent communiquer sans répandre la novlangue consultante.

Mais on ne sortira pas des injonctions contradictoires, on restera dans l'objectif de faire des économies tout en ramenant de bons indicateurs. Il y a toutefois un impératif à rendre la situation vivable pour chacun.

Les médias n'ont-ils pas aussi un rôle ?

Si. Leur grand sujet, c'est l'absentéisme, présenté comme un indicateur de pa-

resse alors que c'est un indicateur de surmenage. Il sera compliqué pour le grand public de changer cette perception si les journalistes ne font pas un travail d'analyse lorsqu'ils se font l'écho de tel ou tel rapport. Ceci étant, il faut relever que les médias laissent de plus en plus de place aux témoignages d'agents publics surmenés. C'est visible maintenant. Je me souviens d'un article récent paru dans « Paris Match », alors que ce n'est pas sa ligne habituelle, sur les salaires des fonctionnaires qui ne leur permettaient pas de se loger. C'est nouveau et bienvenu. Il y a un peu plus de journalistes spécialisés « service public » dans les grands médias, mais ceux qui traitent par exemple des arrêts de maladie sont souvent spécialisés « économie », n'ont jamais fait de reportage sur le terrain, en mairie. Alors, la vision d'un rôle administratif, d'un bureau bien fermé et d'un salaire confortable demeure. Et par ricochet, dans celle de l'opinion publique aussi.

Encadré(s) :

Pour aller plus loin

Fonctionnaire bashing : la trêve fut de courte durée

« Défendre les valeurs du service public local par un sursaut démocratique et social »

Chiffres clés

« La haine des fonctionnaires », de Julie Gervais, Claire Lermercier, Willy Pelletier (éditions Amsterdam, 260 pages, 18 euros).